

Sous la direction de
Adame Ba Konaré

Petit précis de remise à niveau sur
l'histoire africaine
à l'usage du président Sarkozy

Préface d'Elikia M'Bokolo
Postface de Catherine Clément

Éditions La Découverte
9 bis, rue Abel-Hovelacque
Paris XIII^e
2008

Les citations sans références sont tirées du discours de Nicolas Sarkozy à l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, prononcé le 26 juillet 2007. Ce discours est disponible à l'adresse :

<http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/juillet/allocution_a_l_universite_de_dakar.79184.html>

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **www.editionsladecouverte.fr**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-5637-2

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2008.

Préface

Ce que sont ces étranges « amis de l’Afrique »...

Elikia M’BOKOLO

Qu’est-ce que ces « amis de l’Afrique » qui ne semblent trouver de plaisir qu’à en médire ? Hier encore, ces gens-là manifestaient suffisamment de prudence ou assez de pudeur – saura-t-on jamais ? – pour se tenir à distance du continent quand ils proféraient des discours iniques sur l’Afrique et les peuples africains. Aujourd’hui, leur audace dépasse toutes les bornes : c’est sur la terre africaine même et à la face des Africains qu’ils viennent brandir, tels des trophées, les propos les plus habilement injurieux pour le continent noir.

Voyez comment ils s’y prenaient hier. C’était plutôt avant-hier, comme en ce jour du 18 mai 1879 pendant lequel les Noirs et « les Créoles des colonies françaises présents à Paris » se sont réunis « pour la cinquième fois » en vue de célébrer l’abolition de l’esclavage par la Seconde République. Il s’était alors préparé, au restaurant parisien Bonvalet, un de ces fameux banquets républicains qui avaient fait trembler plusieurs régimes depuis le début du XIX^e siècle. Pour cette occasion, il s’agissait d’un moment pacifique, voire festif, « auquel se sont donné rendez-vous des Créoles, des Parisiens et des étrangers unis dans une même pensée, l’horreur de l’esclavage et la haine du préjugé de couleur ». Parmi les quelque cent vingt convives, on ne compte que du beau monde, toutes personnalités en mesure d’afficher de respectables gages et de solides quartiers d’amitié pour l’Afrique, telles que Victor Schoelcher, le justement fameux abolitionniste, Emmanuel Arago, l’un des fils de François, le ministre de la Guerre et de la Marine qui, de son côté, avait rendu possible l’abolition, Jules Simon, l’un des fondateurs de la III^e République tout comme Adolphe Crémieux, par ailleurs survivant du Gouvernement provisoire de février 1848, le docteur portoricain Ramon

Emeterio Bétancès et le député haïtien Manigat, tous deux militants passionnés de l'« antillanité », le jeune et ambitieux Guadeloupéen Gerville-Réache et, bien-sûr, Victor Hugo.

Que cette réunion rassemblât les « amis de la race noire », adversaires inébranlables du racisme et du préjugé de couleur, cela se voit au discours inaugural de Victor Schoelcher qui évoqua avec ferveur « la cause des Nègres que nous soutenons et envers lesquels les nations chrétiennes ont tant à se reprocher ». À la manière de l'abbé Grégoire, celui-ci avait trouvé contre le racisme anti-noir l'argument imparable de l'histoire, terrain sur lequel, expliqua-t-il, les Noirs démontraient leurs indiscutables capacités : « Si l'on jette un regard en arrière sur le chemin parcouru dans nos colonies depuis 1848, on est étonné de l'immense progrès réalisé : la servitude à jamais détruite, l'émancipation des esclaves faisant d'eux des hommes jouissant de tous les droits civils et politiques des citoyens français et qui se sont faits à leur nouvel état avec une facilité merveilleuse, témoignage éclatant de leurs aptitudes intellectuelles, les fils et petits-fils d'esclaves ayant déjà acquis par leur travail assidu une place dans la magistrature, dans l'armée, dans l'administration, dans les professions libérales, occupant déjà des positions élevées au sein de la société dont, à la honte du temps passé, ils étaient à peu près exclus, il y a trente ans à peine ! ¹. »

Il y a, bien sûr, une ambiguïté centrale dans ce discours et une différence fondamentale avec les analyses antérieures, que tous connaissaient, de l'abbé Grégoire. Celui-ci avait, en effet, dans une démarche résolument dépouillée de tout racisme et de tout préjugé, cherché et réussi à attester de la capacité des Noirs, égale à celle des autres groupements humains en dehors non seulement de l'esclavage, mais aussi de la colonisation, et, surtout, avant l'esclavage et la colonisation ². Au contraire, à cette occasion solennelle, Victor Schoelcher plaide pour la « régénération » des Noirs. Le moins

¹ 31^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Banquet commémoratif donné à Paris le 18 mai 1879 sous la Présidence de Victor Hugo. Compte-rendu par Gaston Gerville-Réache, Brière, Paris, 1879, p. 8.

² Henri GREGOIRE, *De la littérature des Nègres, ou Recherches sur leurs facultés intellectuelles, leurs qualités morales et leur littérature, Suivies de notices sur la vie et les ouvrages des Nègres qui se sont distinguées dans les Sciences, les Lettres et les Arts*, Maradan, Paris, 1808.

qu'on puisse dire est que ce concept était et reste chargé de nombreux *a priori*. Il suppose, en particulier, une « dégénérescence » sur laquelle un voile pudique est soigneusement jeté, mais que chacun peut interpréter à sa guise : pour les uns, ce serait une « dégénérescence » innée, intrinsèque aux Noirs, « naturelle » en quelque sorte ; pour les autres, il s'agit bien d'une « dégénérescence » due précisément à l'esclavage. En évitant de trancher cette question, l'orateur laissait son public dans une ambiguïté que d'autres allaient se charger de lever de la manière la plus négative pour les Noirs. Le piège semblait d'autant plus difficile à éviter que, de cette « régénération », Victor Schoelcher attribua tous les mérites à la colonisation non esclavagiste ou, plutôt, post-esclavagiste, de l'outre-mer français à partir de 1848, sur laquelle il y aurait pourtant et il y a effectivement beaucoup à dire.

En maître des cérémonies, Victor Schoelcher introduit alors Victor Hugo, « le grand poète et le grand prosateur, chef de la littérature moderne, [...] le défenseur puissant de tous les déshérités, de tous les faibles, de tous les opprimés de ce monde, le glorieux apôtre du droit sacré du genre humain ». Avec Victor Hugo, l'ambiguïté relevée chez Schoelcher bascule franchement dans une caricature et dans une succession de stéréotypes et de lieux communs que les racistes les plus impénitents de l'époque n'auraient certainement pas désavoués. Avec les effets de manche qu'on lui connaît et que d'autres cherchent maladroitement à imiter aujourd'hui, Victor Hugo commence son discours en se référant ambitieusement au siècle postérieur au sien, au XX^e siècle :

Puisque nous sommes de simples chercheurs du vrai [...], puisque nous sommes rassemblés ici autour d'une pensée unique, l'amélioration de la race humaine [...], profitons de notre rencontre, fixons nos yeux vers l'avenir ; demandons-nous ce que fera le vingtième siècle. Politiquement, vous le savez. Je n'ai pas besoin de vous le dire. Géographiquement, permettez que je me borne à cette indication, je veux être très court, permettez que je me contente d'appeler vos regards sur un point : la destinée des hommes est au Sud.

Viennent alors ces phrases terribles, ahurissantes, dans la bouche d'un personnage réputé pour être l'ami des peuples noirs et de l'humanité :

Le moment est venu de donner au vieux monde cet avertissement : il faut être un nouveau monde. Le moment est venu de faire remarquer à l'Europe qu'elle a à côté d'elle l'Afrique. Le moment est venu de dire aux quatre nations d'où sort l'histoire moderne, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la France, qu'elles sont toujours là, que leur mission s'est modifiée sans se transfor-

mer, qu'elles ont toujours la même situation responsable et souveraine au bord de la Méditerranée. [...] La Méditerranée est un lac de civilisation ; ce n'est, certes, pas pour rien que la Méditerranée a sur l'un de ses bords le vieil univers et sur l'autre l'univers ignoré, c'est-à-dire d'un côté toute une civilisation, et de l'autre toute la barbarie.

Le moment est venu de dire à ce groupe illustre de nations : Unissez-vous ! Allez au Sud. Est-ce que vous ne voyez pas le barrage ? Il est là, devant vous, ce bloc de sable et de cendre, ce monceau inerte et passif qui depuis six mille ans fait obstacle à la marche universelle. Ce monstrueux Cham qui arrête Sem par son énormité, l'Afrique.

Quelle terre que cette Afrique ! L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire qui date de son commencement dans la mémoire humaine ; l'Afrique n'a pas d'histoire ; une sorte de légende vaste et obscure l'enveloppe. Rome l'a touchée pour la supprimer ; et quand elle s'est crue délivrée de l'Afrique, Rome a jeté sur cette morte immense une des ces épithètes qui ne se traduisent pas : *Africa portentosa*. C'est plus ou moins que le prodige. C'est ce qui est absolu dans l'horreur. Le flamboiement tropical en effet, c'est l'Afrique. Il semble que voir l'Afrique, ce soit être aveuglé. Un excès de soleil est un excès de nuit.

Eh bien, cet effroi doit disparaître. [...]

L'Afrique importe à l'univers ; une telle suppression de mouvement et de circulation entrave la vie universelle, et la marche humaine ne peut s'accommoder plus longtemps d'un cinquième du globe paralysé. Les hardis pionniers se sont risqués et, dès leurs premiers pas, ce sol étrange est apparu réel. [...] Cette Afrique farouche n'a que deux aspects : peuplée, c'est la barbarie, déserte, c'est la sauvagerie, mais elle ne se dérobe plus. [...]

Au dix-neuvième siècle, le Blanc a fait du Noir un homme ; au vingtième siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde.

Refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème. L'Europe le résoudra.

Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes. Dieu donne l'Afrique à l'Europe. Prenez-la³.

Il faut souligner enfin que, selon le compte rendu établi par Gaston Gerville-Réache, un jeune métis guadeloupéen promis à un bel avenir, « ce discours a été constamment interrompu par des applaudissements enthousiastes », avant d'être conclu par de vibrants « Vive Victor Hugo ! Vive la République ! ».

Si de larges extraits de ce discours sont reproduits ici, c'est parce qu'ils nous introduisent directement au « discours de Dakar ». Les mêmes thèmes s'y retrouvent : la France et l'Afrique, l'Europe et l'Afrique, la civilisation et la barbarie, la décadence et la régénération, l'histoire et l'absence d'histoire, la Méditerranée comme frontière, la mission assumée par Victor Hugo et assignée à la France comme au reste de l'Europe, dans une configuration tellement caricaturale que, en pleine période coloniale, des lecteurs d'une des revues colonialistes n'allaient pas hésiter à prendre plaisir de se moquer en soulignant que « le poète, emporté par l'inspiration grossissante de son génie,

³ *Ibid.*, p. 14-17.

prononce des mots qui font sourire aujourd'hui, étale des passions désuètes, lance des idées que le recul du temps revêt d'une singulière ironie⁴ ... ».

Or, voici que, de manière inattendue, ce discours désuet resurgit, à quelques détails et variantes près, lors de la prise de parole du président français à Dakar. Seulement, Sarkozy n'est pas Hugo. À l'habile balancement de « nous » et « eux » que manie le poète, va succéder l'insistant et répétitif « je » du président français. Surtout, le troisième quart du XIX^e siècle, qui a été le temps du discours de Victor Hugo, n'a rien à voir avec la première décennie du XXI^e siècle. Aussi, dès lors qu'il n'innove pas sur le fond, le discours de Dakar en devient on ne peut plus archaïque et provocateur.

En d'autres circonstances, il faudra analyser la facture « littéraire » ou, plus simplement, discursive de ce « discours de Dakar ». Bien sûr, à aucun moment, celui-ci ne s'élève à la hauteur des envolées de Victor Hugo. Mais sa fabrication n'en est pas moins habile : des phrases courtes, simples, sinon simplistes, et les mêmes formules, sans cesse répétées, comme pour marteler et faire entrer de force, dans l'esprit des « jeunes d'Afrique » des vérités lumineuses dont, étrangement, ceux qu'il qualifie d'entrée de jeu d'« élite de la jeunesse africaine » n'auraient jamais entendu parler, ni même soupçonné l'existence ; le recours systématique à un « je » qui se veut prométhéen, s'attribuant tous les mérites et de la découverte de ces vérités et de leur prochaine mise en œuvre ; cette manie de sans cesse soupeser le pour et le contre, le positif et le négatif, qui revient, en réalité, à renvoyer en apparence dos à dos les arguments contraires, démarche qui constitue la manière la plus habile de valider des propos indéfendables et de faire rentrer en catimini, sur la scène des débats intellectuels et politiques, les idées les plus éculées et dont on pensait que les progrès de la connaissance scientifique les avait définitivement jetées dans la poubelle de l'histoire ; enfin, cette tentation constante de s'appropriier, comme venant de lui, des initiatives et des idées conçues et mises en œuvre par les Africains.

La question que tout le monde se pose est de savoir comment un tel discours a été

⁴ « Victor Hugo et la mise en valeur de l'Afrique », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1933, p. 607-608.

rendu possible aujourd'hui et comment il a pu, en outre, être prononcé à l'« université de Dakar » ?

Il faut d'abord évidemment procéder aux constats de base dont un recensement, même rapide, révèle à la fois la complexité, comme toujours instructive, et, en même temps, le caractère inquiétant.

On se trouve ici, d'abord, en présence d'un fossé insondable qui, à notre surprise, semble sans cesse séparer, d'une manière infranchissable, la production scientifique et le discours public. Faut-il encore rappeler tout ce qui se fait, s'écrit, se publie et donne à connaître l'Afrique en France et cela depuis de très nombreuses décennies ?

Avant même que le travail scientifique porté par des institutions répertoriées en bonne et due forme et labellisées comme excellentes ne se développe, la France a connu, pendant plusieurs décennies, une prolifération d'œuvres littéraires de belles factures, consacrées par l'accueil intéressé et de plus en plus chaleureux d'un lectorat éclairé et du grand public. Autres temps, autres mœurs. Qu'il suffise ici de rappeler, par exemple, que le chef-d'œuvre de Thomas Mofolo, natif du lointain « Basutoland » (actuel Lesotho), *Chaka. A Historical Romance*, traitant de la grande geste de Chaka, écrit en 1910 et publié enfin en anglais après de longues tribulations en 1925, a été presque immédiatement traduit en français et publié avec les retards habituels chez Gallimard dès 1940, avant de recevoir une nouvelle édition, toujours chez Gallimard, rehaussée d'une belle préface de Jean-Marie Le Clezio en 1981. Remontons encore un peu plus loin. La rupture intellectuelle avec les spéculations et les fantaisies des voyageurs, publicistes et autres « philosophes » et « amis de l'Afrique » a été consommée il y a plus de cent vingt ans grâce à des livres majeurs⁵ et à la multiplication de réseaux, cercles, revues et institutions spécialisées dont les acquis sont aujourd'hui bien connus⁶.

Porté par la nécessité de connaître et de prendre en compte les transformations rapi-

⁵ Anténor FIRMIN, *De l'égalité des races humaines. Anthropologie positive*, Librairie Cotillon, Paris, 1885 ; nouvelle édition, L'Harmattan, Paris, 2003.

⁶ Emmanuelle SIBEUD, *Une science impériale pour l'Afrique ? La Construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2002.

des des sociétés africaines et leur volonté d'émancipation, le flot de l'érudition s'est considérablement grossi à partir des années 1950. Cette amplification, visible aujourd'hui par le nombre et par la qualité des centres spécialisés, s'est accompagnée d'un recentrage de toutes les disciplines autour de ces « mutations de longue durée » et de ces ruptures qui sont la matière même de l'histoire. Aussi ne cesse-t-on pas d'y voir affluer de nombreux jeunes chercheurs, français et étrangers, parmi lesquels un nombre appréciable d'Africains, dont beaucoup, recrutés dans les universités les plus prestigieuses d'Europe, des États-Unis, du Canada, de l'Amérique du Sud, font connaître, à travers le monde, une image de l'Afrique radicalement différente de celle qu'est allé exposer Nicolas Sarkozy à l'« université de Dakar ». Le fait même que cette université ne soit pas nommée autrement est significatif ou bien de l'ignorance incroyable du président français et de ses conseillers, ou plutôt d'une volonté délibérée, accompagnée d'une sorte de mépris revancharde, de ne pas citer le nom de celui – Cheikh Anta Diop – qui, après un long et victorieux combat contre les « falsifications de l'histoire », a reçu la consécration qu'il méritait en obtenant *post-mortem* des intellectuels et des responsables sénégalais la décision de transformer l'« université de Dakar » en « université Cheikh-Anta-Diop ».

Ce mélange d'aveuglement délibéré et d'ignorance béate se voit, au-delà de ces curieux visiteurs de l'« université de Dakar », dans le discours public dominant en France, en particulier dans celui de plusieurs dirigeants politiques et de certaines élites intellectuelles et journalistiques à propos de l'Afrique. On est, en effet, frappé par la persistance, la récurrence et la banalisation des thèmes de l'« afropessimisme ». Il existe même des discours et des courants, qui ne cherchent même pas à se dissimuler, franchement xénophobes, voire racistes. On a beau multiplier les rencontres, démonstrations et assises intellectuelles, comme les Rendez-vous de l'Histoire, dont l'édition 2003 a été consacrée à l'Afrique, rien n'y fait. Il faut donc sans cesse « continuer le combat ⁷ ». À cet égard, il est important de ne pas se contenter de la nécessaire réfuta-

⁷ C'est de propos délibéré qu'on reprend ici l'un des slogans des manifestations de Mai 1968, dont le président français, dans une curieuse démarche, veut détruire aussi bien l'héritage que la trace, en

tion du seul discours de Dakar et de l'indispensable critique des politiques mises en œuvre par le nouveau président français à l'égard de l'Afrique.

Car, il y a bien un contexte plus large, d'ailleurs chargé de contradictions, qu'il faut aussi prendre en compte. La France est aujourd'hui un terrain de luttes décisives, menées conjointement par les groupes de ressortissants des DOM-TOM, les associations des gens issus des anciennes colonies et de l'immigration africaine et les partisans d'une véritable alternative démocratique à la droite conservatrice, contre la multiplication d'actes et de pratiques discriminatoires, contre la banalisation des thèmes racistes et contre le silence persistant qui continue de recouvrir des pans entiers de l'histoire de France, ceux précisément qui concernent les relations – traite, esclavage, colonisation et colonialisme, néocolonialisme – avec l'Afrique sans lesquelles la France ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui, avec ses forces et ses faiblesses, et sans lesquelles l'histoire de France telle qu'on continue de l'enseigner se présente comme un *patchwork* illisible et incompréhensible.

Ces luttes nous ont valu des victoires et des acquis significatifs, dont la justement célèbre loi Taubira (21 mai 2001) qualifiant de *crime contre l'humanité* « la traite négrière transatlantique et l'esclavage, perpétrés à partir du XV^e siècle par les puissances européennes contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'océan Indien » (article 1). Mais, que de résistances ne rencontrons-nous pas et que de reculs ne subissons-nous pas ? Il y a eu d'abord la loi du 23 février 2005, dont un article reconnaissait « le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » et qui a suscité en France, en Algérie et dans les DOM des polémiques si vives et des mouvements de protestation tels que le pouvoir a dû annoncer l'abrogation de l'article incriminé. Il y a eu ensuite, aussitôt après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, la création de ce singulier ministère qui associe l'« identité nationale », l'« immigration » et le « co-développement », dans un

l'associant au souvenir de Lucien Febvre et de ses combats : *Combats pour l'histoire*, Armand Colin, Paris, 1953.

amalgame dont les équations sont tirées de ce vieux « nationalisme fermé ⁸ », toujours xénophobe et le plus souvent raciste, prompt à agiter l'imminente invasion de hordes barbares, où, après les Édouard Drumont, Pierre Drieu La Rochelle et autres Pierre Gaxotte, le Front national a puisé ses arguments électoralement les plus rentables. Il y a eu encore, malgré le « discours de Cotonou », annonçant une transformation unanimement demandée des relations entre la France et l'Afrique, le maintien des réseaux tristement célèbres de la « Françafrique » et des pratiques partout décriées du néocolonialisme. Et que dire de cette manière et de cette manie de « racialiser », comme on l'a vu lors des émeutes de l'automne 2005, les rapports sociaux de la France actuelle et d'imputer aux immigrés issus des anciennes colonies les difficultés propres à la société française d'aujourd'hui ?

Mais ce contexte français ne constitue pas une exception française. Les anciens pays colonisateurs sont tous exposés aujourd'hui à de lourds enjeux de mémoires qu'ils abordent avec plus ou moins de bonheur. On a vu comment, lors de la Conférence de Durban (Troisième Conférence mondiale contre le racisme, 2-9 septembre 2001), leurs représentants officiels ont refusé de reprendre à leur compte la condamnation de la traite négrière et de l'esclavage inscrite dans la loi Taubira. Le Royaume-Uni, l'un des deux États les plus puissants, avec la France, engagés dans l'esclavage et la colonisation, n'échappe pas à ces problèmes. L'année 2007, consacrée à la commémoration du 200^e anniversaire de l'abolition de la traite négrière par le Royaume-Uni, a vu s'opposer les discours et les pratiques les plus contradictoires. Tout en reconnaissant que « ce fut un mal », le Premier ministre Anthony Blair s'est empressé de refuser toute évocation d'un « crime contre l'humanité » et de parler de « réparation », et même simplement de « repentance ». Tout se passe comme si la vieille antienne de la singularité et de l'excellence britanniques, chère aussi bien aux conservateurs qu'aux travaillistes et consistant à faire des Anglais le peuple émancipateur par excellence, était encore la référence mémorielle du pouvoir britannique.

⁸ Michel WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, « Points Histoire », Paris, 1990.

Il y a lieu, également, de mettre cette frilosité en regard des dynamiques qui se constatent partout ailleurs, dans les lieux d'ancrage des « diasporas » noires. Si l'exemple des États-Unis d'Amérique est bien connu, on voit comment, dans des États aussi différents que le Brésil, le Venezuela, la Colombie, voire l'Inde, les divers mouvements de « renaissance noire » conduisent à des réévaluations du passé qui intègrent de plus en plus la part de l'Afrique et des Africains dans la construction de ces pays. Allant le plus loin dans ce sens, le Brésil du président Lula da Silva a adopté en 2003 (Lei Federal 10639/2003) une loi rendant obligatoire l'enseignement de l'histoire de l'Afrique, des Afro-descendants et de la culture afro-brésilienne dans toutes les écoles primaires et secondaires du secteur public aussi bien que du secteur privé.

Le plus surprenant concerne l'Afrique elle-même, où le contexte mémoriel comporte des paradoxes saisissants. Il est important de souligner que le premier à réagir au « discours de Dakar » a été le président sud-africain Thabo Mbeki. Sa réaction, largement positive, avec la seule réserve concernant sa maîtrise de la langue française et les subtilités discursives de ce discours, affirmait la convergence totale de ses points de vue avec ceux du président français : ce discours, dit-il en substance, peut former la base d'un dialogue entre l'Afrique et l'Europe. D'autres responsables africains ont tenu à témoigner des « malentendus » entourant ce discours : Nicolas Sarkozy reste, selon eux, un « ami de l'Afrique » ; la paternité du discours ne lui reviendrait pas ; il ne l'aurait pas lu avant d'entrer dans l'amphithéâtre où le discours a été prononcé et n'en aurait connu le contenu qu'en le prononçant ! Le seul qui ait été cohérent avec ses fonctions à la tête de l'Union africaine, avec ses combats contre l'oppression et pour la construction de la démocratie, avec ses efforts pour promouvoir un monde plus solidaire, enfin avec ses qualifications scientifiques d'archéologue et d'historien, est Alfa Oumar Konaré qui, sur les antennes de Radio France Internationale, qualifia ces propos d'« inacceptables ». Habile dans le jeu bien connu, mis au point tout au long des dominations que l'Afrique a connues et consistant, pour discréditer un Africain, à lui opposer un autre Africain conforme à la posture favorable aux dominateurs, Henri Guaino n'a rien trouvé de mieux que de balayer d'un revers de la main les arguments

de Konaré pour valoriser les propos de Thabo Mbeki : sans se référer précisément à ses arguments, il voulut l'enfermer dans la position de celui qui, « resté dans son registre habituel, celui de la critique contre Nicolas Sarkozy », n'aurait rien compris à la singularité du discours de Dakar !

Ces réactions doivent nous conduire encore plus loin, vers l'examen attentif des pratiques mémorielles dans l'Afrique d'aujourd'hui. En se limitant aux faits les plus récents, on se rend compte que les contradictions sont énormes d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. Les apologues de la colonisation ne manquent pas, comme on l'a vu en 2006 au Congo, lors des fastueuses cérémonies accompagnant le « retour des cendres » de Pierre Savorgnan de Brazza, l'explorateur franco-italien, créateur du Congo Français à la suite de la signature du « traité Makoko » avec le « roi » des Batéké, et des membres de sa famille à Brazzaville, de même qu'en République démocratique du Congo lorsque, à l'indignation générale, un ministre de la Culture a tenté, sans succès, de réinstaller sur son socle colonial érigé à Kinshasa aux temps du Congo Belge la statue équestre du roi des Belges Léopold II. Mais, dans ces deux pays, comme dans d'autres, des groupes actifs continuent d'exalter la mémoire des résistances et des luttes contre la traite et contre la colonisation. L'un des temps forts récents de ces combats fut, toujours en 2006, les manifestations marquant les commémorations, en Angola, du tricentenaire du supplice de « Dona Béatrice » Kimpa Vita, la prophétesse anti-esclavagiste, fondatrice du mouvement messianique des Antoniens qui fut condamnée à être brûlée vive pour hérésie, et, au Bénin, l'ancien Dahomey, le centenaire de la mort de Béhanzin, le douzième roi du Dahomey, déporté en Martinique après avoir lutté contre l'expansion coloniale française dans son pays.

Il y a donc urgence, plus exactement une double urgence pour les historiens que nous sommes et pour tous ceux qui défendent la même conception et la même pratique de l'histoire que nous : une urgence à réagir, à multiplier les lieux et les formes de réactions, et, surtout, une urgence à prendre l'initiative.

La production scientifique relative à l'histoire de l'Afrique est, de l'avis de tous les spécialistes, appréciable tant par sa quantité que par sa qualité. La seule inquiétude ici

concerne la publication de ces travaux dont un trop grand nombre reste dans les rayonnages des centres de recherches spécialisées.

Il faut surtout se préoccuper de disséminer le plus largement possible l'histoire, la vraie histoire de l'Afrique et des peuples africains, en Afrique et hors d'Afrique. La jeunesse africaine est avide de savoir. Elle se pose légitimement des questions qui reviennent presque toujours à celle-ci : comment se fait-il que nous en soyons là où nous sommes aujourd'hui ? Parallèlement à l'écrit, nous disposons désormais de toutes sortes de moyens techniques pour procéder au mieux à cette dissémination. C'est là assurément le moyen le plus certain d'armer intellectuellement les citoyens d'Afrique, d'ici et d'ailleurs, et d'empêcher les Sarkozy et autres diseurs de balivernes, prétendument « amis de l'Afrique » d'aller devant eux jouer aux montreurs.